



**Décision n° CODEP-CAE-2026-024130 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection du 16 avril 2026 autorisant la modification notable des modalités d’exploitation autorisées des installations nucléaires de base n° 116 et n° 117**

Le président de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 12 mai 1981 modifié autorisant la Compagnie générale des matières nucléaires à créer, dans son établissement de La Hague, des usines de traitement d’éléments combustibles irradiés provenant des réacteurs nucléaires à eau ordinaire. Usine dénommée « UP3-A » ;

Vu le décret du 12 mai 1981 modifié autorisant la Compagnie générale des matières nucléaires à créer, dans son établissement de La Hague, des usines de traitement d’éléments combustibles irradiés provenant des réacteurs nucléaires à eau ordinaire. Usine dénommée « UP2-800 » ;

Vu le décret n° 2020-1593 du 15 décembre 2020 autorisant la société Orano Recyclage à prendre en charge l’exploitation des installations nucléaires de base n° 33, n° 38, n° 47, n° 80, n° 116, n° 117 et n° 118 actuellement exploitées par la société Orano Cycle sur le site de La Hague (département de la Manche) et l’exploitation de l’installation nucléaire de base n° 151 actuellement exploitée par la société Orano Cycle sur le site de Marcoule (département du Gard) ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 modifiée relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable relative à la réception des emballages de transport MX-JP d’ORANO Recyclage transmise par courrier ELH-2024-001588 du 7 février 2025, ainsi que les éléments complémentaires apportés par courrier ELH-2025-066199 du 8 décembre 2025 et par courrier ELH-2026-021640 du 25 mars 2026 ;

Vu le courrier ASN réferencé CODEP-CAE-2025-011992 du 21 février 2025 accusant réception du dossier de demande de modification notable soumise à autorisation ;

Considérant ce qui suit :

1. Par courrier du 7 février 2025, ORANO Recyclage a déposé, en application de l’article R. 593-56 du code de l’environnement, une demande d’autorisation de modification notable portant sur la réception et le transfert de l’emballage MX-JP de son caisson de transport terrestre vers son caisson maritime au sein de l’atelier de mise sur lorries (AML) ;

2. Cette modification constitue une modification notable relevant du régime d’autorisation de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection régi par l’article R. 593-55 du code de l’environnement,

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Orano Recyclage, ci-après dénommé « l'exploitant », est autorisé à modifier les modalités d'exploitation autorisées des installations nucléaires de base n° 116 et n° 117 dans les conditions prévues par sa demande du 7 février 2025 susvisée et des compléments.

### **Article 2**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Fait à Caen, le 16/04/2026

Pour le président de l'ASNR et par délégation,  
Le chef de la division de Caen

Signé par,

**Gaëtan LAFFORGUE MARMET**